



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat Nord-Pas-de-Calais
Séance Plénière du 15 février 2012

Droit au logement opposable

La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 institue le Droit au logement opposable. Celui-ci confère aux ménages répondant à certains critères de mal logement et en recherche de logement ou d'hébergement un droit de priorité. Ce droit est mis en œuvre par le préfet dès lors que la commission départementale de médiation saisie d'un recours reconnaît la demande comme prioritaire et urgente.

Lorsque les ménages ne reçoivent pas d'offre de logement ou d'hébergement dans les délais fixés, ces ménages peuvent saisir la justice pour faire valoir leur droit, voire obtenir la condamnation de l'État.

1. Mise en œuvre de la DALO au 31 décembre 2011 du département du Nord

Bilan de l'instruction

Le bilan de l'instruction dénombre 7 457 dossiers déposés depuis le 01 janvier 2008, avec un peu plus de 2 000 dossiers par an en 2010 et 2011. Parmi ceux-ci, **811** dossiers en cours d'instruction (soit un stock de **10.88%**) et **6 646** dossiers ont été examinés par la commission de médiation (COMED).

Parmi ces dossiers examinés, on dénombre :

- **2 754** dossiers de demandes de logement reconnues recevables, prioritaires et urgents (RPU L) soit **42.03 %** des décisions rendues par la COMED sur des dossiers de demandes de logement *dont* :
 - **2 072** dossiers de demandes de logement pour lesquels une proposition de logement doit être faite (soit **33.40 %**)
 - **535** ménages relogés avant passage en COMED (en cours d'instruction)
 - **147** dossiers de demandes de logement *réorientées vers un hébergement*
- **226** dossiers de demande d'hébergement reconnues recevables, prioritaires et urgentes (RPU H)

Bilan des relogements

Sur ces **2 607** dossiers de demandes de logement RPU

- **76** dossiers sont en cours de définition du périmètre de relogement et de consultation des maires concernés
- **59** ont abandonné leurs recours
- **2 472** sont en phase de relogement

Sur ces **2 472** demandeurs en phase de relogement :

87.99% des ménages **ont reçu une proposition** de logement, soit **2 175** ménages sur **2 472** *dont* :

- **535** relogés avant passage en COMED
- **1 640** qui ont reçu une offre de logement après la COMED, *dont* :
 - **1 394** ménages relogés
 - **220** ménages qui ont refusé une proposition de logement (soit **13.41%**)
 - **26** ménages dont nous attendons la réponse à l'offre de logement formulée.

En conclusion, 78.03 % des ménages reconnus RPU sont relogés, soit 1 929 ménages sur 2 472 dossiers en phase de relogement, dont :

- **535 ménages relogés avant examen en COMED**
- **1 394 après la décision de la COMED.**

1.35% des ménages reconnus RPU sur les **2 072** dossiers de demandes de logement pour lesquels une proposition de logement devait être faite, n'ont pas reçu de proposition de logement dans le délai de 6 mois, soit **28** ménages (hors 94 ménages injoignables à l'origine de ce retard de relogement).

Bilan des hébergements

373 recours DALO ont été reconnus RPU pour un hébergement *dont* :

- **226** dossiers de demandes d'hébergement
- **147** dossiers de demandes de logement réorientées, re-qualifiées, en hébergement.

Bilan du contentieux

78 recours contre la décision de la COMED, dont 4 condamnations par le TA dont 1 appel à la Cour administrative d'appel en cours.

69 recours pour délais dépassés pour des dossiers RPU Logement . Sur ces recours jugés, l'Etat a été condamné pour **20** dossiers (injonction sous astreinte).

38 recours pour délais dépassés pour des dossiers RPU Hébergement . **15** recours ont fait l'objet d'une condamnation (injonction sous astreinte).

Impact financier des recours contentieux

Le montant de la liquidation des astreintes est à ce jour de 10 120€ pour absence de proposition dans un délai de 6 mois.

En outre, l'Etat a été condamné pour 8 situations¹ au paiement des frais irrépétibles (ces situations ne recouvrent pas les 10 condamnations pour absence de proposition). Ce montant s'élève à ce jour à 6 900€ (9 582,64€ intérêts inclus).

2. Mise en œuvre de la DALO au 31 décembre 2011 dans le département du Pas-de-Calais

Sur l'année écoulée, la commission de médiation a reçu 376 dossiers.

103 dossiers ont été reconnus prioritaires et urgents. 52 ménages ont bénéficié d'un relogement, 1 ménage a bénéficié d'un hébergement.

Par ailleurs, 1 recours a été déposé devant le tribunal administratif contre la décision de la commission de médiation, et 2 recours ont été déposés pour défaut de proposition de logement ou d'hébergement dans les délais.

¹ dont 7 pour les contentieux pour absence de proposition adaptée, 1 pour le contentieux contre les décisions de la commission de médiation